

NOUVELLES QUESTIONS FÉMINISTES
VOL. 13, N° 4

1992

Vol. 13, N° 4

Christine Delphy

Editorial :
A Warning to Evildoers 1

The Abortion Referendum in Ireland 5

Ailbhe Smyth

A sadistic farce:
Women and abortion in the
Republic of Ireland, 1992 29

**EDITORIAL : AVERTISSEMENT AUX
MALFAISANTS**

NOUS SOMMES FATIGUEES d'avoir à refaire sans cesse les mêmes campagnes, à redire pendant des mois des années, des décennies, des siècles, les mêmes arguments. "Ils" nous disent que l'histoire est un tapis roulant qui avance tout seul. Non. Oui. C'est un tapis roulant qui *recule*, et nous sommes obligées de courir très vite pour FAIRE du SUR-PLACE. La question de l'avortement n'aurait jamais dû se poser, et elle s'est posée. Nous avons lutté pendant des années pour obtenir la loi de 1975: la permission d'avorter, conditionnellement et dans des délais incroyablement courts. Et maintenant, même ce petit bout de liberté, de bon sens, est remis en cause.

NOUS SOMMES FATIGUEES d'être enfermées, aussi sûrement que dans une Bastille, dans des questions que nous avons déjà discutées, alors que nous voulons avancer. Mais dès que nous avançons, que nous attaquons le viol, l'inceste, le harcèlement sexuel, l'absence quasi-totale de femmes dans les instances de décision (politiques ou autres), ils nous font revenir à la case départ en inventant de "nouveaux problèmes" à propos de questions résolues. Tout a été dit qui pouvait l'être sur l'avortement, sur le droit des gens—et donc des femmes—à disposer de leur corps.

Ils ne peuvent rien répondre à cela. Plus moyen de prétendre que les femmes ne sont pas des gens, des personnes: cela les a tenus cois pendant quelques années.

Alors ils ont inventé une autre personne: le foetus. Lui ayant donné la qualité de personne, ils prétendent lui donner des droits, qu'on pourrait opposer à ceux des femmes. Et voilà, passez muscade !

Ils ne pouvaient pas continuer à dire que les femmes devaient continuer à mourir pour la plus grande gloire de la France (de l'Espagne, de l'Italie, du Turkestan, etc...): alors eux aussi se sont mis du côté de "la vie". Mais quelle vie ? S'agit-il de la vie des gens ? Non. De la "Vie" comme principe paraît-il et en réalité de la vie des femmes.

Et voilà que les mouvements anti-avortement aux Etats-Unis, en Irlande et bientôt en France, deviennent “pro-vie”. Et les femmes qui veulent vivre—quelle audace, quelle honte !—sont taxées d’assassines, de pourvoyeuses de la mort: des salopes, on le savait bien. Car vivre pour soi, sans autre excuse—comme celle de “vivre pour les autres”, —refuser de considérer sa vie à soi comme un simple MOYEN, qui n’a plus de raison d’être dès lors qu’elle ne sert pas à d’autres, c’est un scandale, ça l’a toujours été dans notre belle civilisation patriarcale, et voyez-vous, jeunes générations qui croyez que tout est gagné, *ça reste un scandale*, et ils ne se privent pas de nous le faire savoir.

NOUS SOMMES FATIGUEES de voir que les principes du respect des gens sont admis partout, même là où ils ne sont pas appliqués, que personne, nulle part, même dans les dictatures les plus sanguinaires, n’ose argumenter CONTRE la Charte Internationale des droits de la personne, que ces droits sont considérés, au moins en théorie, comme intangibles. Mais que dans le même temps, des Etats qui ont ratifié cette Charte et toutes les autres conventions internationales, essaient de tourner ces principes pour ne pas les appliquer aux femmes.

NOUS SOMMES FATIGUEES de voir qu’à l’orée du 21ème siècle, des Parlements en Europe n’hésitent pas, pour ce faire, à ressusciter la tradition si fascinante des débats byzantins: le gouvernement irlandais, dans une question proposée à un référendum qui s’est tenu le 25 novembre, demande au peuple irlandais de DISTINGUER entre la VIE et la SANTE des gens—non, rassurez-vous, pas des gens, mais des seules femmes enceintes—qui sont d’ailleurs appelées des “mères”, alors qu’elles ne peuvent l’être puisqu’elles n’ont pas accouché. Je veux bien tout ce qu’on voudra, mais c’est difficile d’habiter une maison pas construite, de diriger une entreprise pas créée, de cultiver un champ qui n’existe pas, et d’être une mère quand il n’y a pas d’enfant. Mais l’Etat irlandais n’est pas à cela près, qui “reconnait le droit à la vie de l’enfant *avant* sa naissance”: reconnaître les droits de gens qui n’existent pas encore, outre que c’est un peu bizarre, n’est-ce pas mettre la charrue avant les boeufs ? On se contenterait qu’ils reconnaissent et surtout garantissent le droit à la vie des gens *après* leur naissance. Ca fait peut-être terre à terre, mais enfin ici, nous sommes entre nous, c’est-à-dire entre gens *déjà* nés.

NOUS SOMMES FATIGUEES de les voir tourner les difficultés que leur pose la réalité en niant celle-ci, en inventant une “réalité irréaliste”, à notre seul usage—non, à *leur* seul usage—; de les entendre décider qu’il suffit d’appeler une femme enceinte une “future mère”, puis d’oublier le

qualificatif “future”, pour réaliser ce tour de passe-passe. Où voyons-nous qu’on appelle les gens en vie de “futurs morts” sous prétexte que *tous* les vivants sont promis à la mort, et ça c’est un fait, puis oublier l’adjectif “futur” ? Et quand verrons-nous cette jolie enfilade d’équations: “vivant”= “futur mort”; “futur mort”= “mort”, utilisée de façon concrète, pour enterrer des gens tout crus ?

NOUS SOMMES FATIGUEES, Messieurs, de vos fausses allégations. Non, la vie ne vous intéresse pas, et ce n’est d’ailleurs pas de la vie qu’il est question. Les chartes sur le droit des gens ne défendent pas “la vie” en tant que telle, mais le droit des personnes, dont le droit à vivre est certainement le premier. Le débat n’est pas: “qu’est-ce que la vie” ? Ce débat-là n’est pas une question politique, c’est un sujet de recherche pour les biologistes et les paléontologues: “quand la vie est-elle apparue, qu’est-ce qui distingue un minéral d’un végétal d’un animal, un protozoaire d’un mammifère, une amibe d’un ptérodactyle” ? C’est intéressant, mais vous savez très bien que ce n’est pas la question. Alors, arrêtez de nous bourrer le mou. La question, c’est: quels sont les droits des personnes, et donc, plus encore, car c’est là le véritable objet de la controverse, *qui* sont les personnes.

Cette question est simple, et vous voulez la compliquer. Une personne est une personne: c’est un être humain—un seul. Qui est physiquement séparé des autres, par son enveloppe de peau et tout ce qui va avec. Qui a ses propres organes nécessaires à un fonctionnement physiologique autonome. Ce qui ne signifie pas qu’elle n’ait pas besoin de l’aide des autres: car qui peut vivre de façon totalement autonome, qui n’a pas besoin de sa crémière, de sa pharmacienne, de sa conductrice d’autobus; qui n’a pas besoin de ses ami-e-s, pour nous soigner quand nous sommes malades, nous consoler quand nous sommes tristes, et tout simplement nous parler, parce que nous ne sommes pas fait-e-s pour vivre comme des ermites, bref qui peut vivre sans les autres ? Et ceci à 90 ans comme à 9 mois, comme à *tout âge entre les deux* ?

NOUS SOMMES FATIGUEES d’avoir à écouter, encore plus à répondre à, des sophismes sur l’équivalence entre vie et personne. La vie est *nécessaire* à la définition d’une personne, mais elle n’est pas *suffisante*.

Parce que les foetus sont en vie, vous en faites des personnes. Mais qui vous suivra là ? Les amibes sont des êtres vivants, et ce ne sont pas des personnes. Les rats, les chats, les chouettes, les girafes, les éléphants (et j’en passe, et des plus gros), sont des êtres vivants, et pourtant ce ne sont

pas des personnes—on peut le regretter (surtout en ce qui concerne les chats, qui incarnent une forme de vie plus évoluée, et surtout moins méchante, que les intégristes et les premiers ministres), mais c'est ainsi.

Vous cherchez des arguments dans "les progrès de la médecine". Mais la médecine vous a répondu, avec bon sens: elle appelle certains foetus "viabiles", et d'autres "non-viabiles". Viable veut dire: qui peut vivre séparément, *hors* d'un autre organisme. Et non-viable veut dire: qui ne peut pas vivre (hors d'un autre organisme). Alors pourquoi reconnaître un *droit* (que ce soit à vivre ou à autre chose) à des organismes qui n'en ont pas la *possibilité* matérielle ? Et si cette question de la possibilité matérielle est immatérielle, pourquoi s'arrêter en si bon chemin et ne pas leur reconnaître aussi le droit de prendre le métro, de se marier, de présider des multinationales, de se présenter aux élections ?

Tant qu'un foetus n'est pas viable, tant qu'il n'est pas un *individu*, il n'est pas une personne. Vous prétendez, dans votre grand byzantinisme et vos immenses loisirs—car il faut vraiment n'avoir rien à faire pour se demander combien d'anges peuvent danser sur la tête d'une épingle—qu'il y aurait un "conflit entre les droits de deux personnes". Mais, pour qu'il y ait droits, il faut une personne. Et pour qu'il y ait conflit (comme pour danser le tango, on ne le répétera jamais assez) il en faut deux.

Or, tant qu'un foetus n'est pas un organisme différent, tant qu'il *fait partie intégrante* d'une personne, il y a *une* personne, la femme, et c'est tout. Avec qui peut-elle être en conflit ? Où est "l'autre" ? Et du coup, où est le "conflit" dont vous parlez ?

NOUS SOMMES FATIGUEES d'être contraintes de nous situer dans un faux débat: car il n'y a pas de "question philosophique" sur le statut du foetus, il n'y a qu'un conflit entre le bon sens et la mauvaise foi. Nous sommes fatiguées de laisser les intégristes, les réactionnaires (dans et hors les gouvernements) et les Etats masculinistes (c'est-à-dire tous), s'ériger en "défenseurs de La Vie". Car ce n'est pas de vie qu'il est question. Ces gens-là ne respectent pas "La Vie". Ils n'ont rien à faire des bestioles qu'ils respirent par inadvertance—les Hindous au moins se mettent un mouchoir devant le nez. Ils n'ont rien à faire des animaux qu'ils mangent, qu'ils tuent avant de les manger, et qu'ils élèvent dans ce seul but.

Ils n'ont rien à faire des Humains en vie, qu'ils aplatissent comme des galettes sur les routes; ils n'ont surtout rien à faire des VRAIS enfants, ou plutôt, qu'est-ce qu'ils en ont à faire ? Pourquoi est-ce si

primordial pour eux que tous les foetus arrivent à devenir des enfants et à parvenir à l'âge de 18 ans ? Pourquoi en France la loi de 1920 ?

Parce que la France avait perdu la guerre de 1870, et failli perdre celle de 1914, en raison de son "déficit démographique". Allons, soyez clairs Messieurs, traduisez-nous en français ce que veut dire "déficit démographique". Est-ce que cela ne veut pas dire, concrètement, que dans l'hypothèse d'un autre conflit avec l'Allemagne, il fallait avoir autant de jeunes gens de 18 ans que "le Boche" à envoyer au casse-pipe ? Et est-ce que ce n'est pas toujours vrai, est-ce que ce n'est pas cette idée "d'avoir une population égale à celle de l'Allemagne" qui vous obsède ? (Ou est-ce maintenant, la peur du "métissage"—avec les immigrés—de notre belle race française ?)

Vous n'osez plus évoquer la possibilité d'une guerre avec l'Allemagne parce que tout le monde vous rirait au nez: on est en 1992, après tout, et bien que vous n'y croyiez pas (qu'on est en 1992) vous savez qu'il ne faut pas le dire (que vous n'y croyez pas). Mais ça se voit: vous défendez une loi issue d'une "politique démographique" qui n'a *aucun sens* hors de cette éventualité—de ce fantasme. Et vous venez, non de l'abroger, ce qui eût été la moindre des choses, mais de la *reconduire*, dans le nouveau Code Pénal, tout beau tout neuf et tout moderne, cette loi scélérate de 1920, et de la reconduire *intégralement*: vous y sanctionnez les médecins qui avortent passés les délais ridicules et intenable de 10 semaines, mais aussi les femmes qui n'ont d'autre recours que de s'avorter elles-mêmes, dans la solitude, la peur et la douleur au ventre. Vous avez jugé, Messieurs les socialistes-amis-des-femmes, que le désespoir et la pauvreté méritent non seulement la solitude, la peur et la douleur, mais aussi la prison: Ah, le beau pays ! et comme nous avons raison d'être fières de vous !

Vous vouliez les tuer à 18 ans, vos foetus chéris; mais faute de le faire si tard, vous n'avez rien contre des meurtres plus précoces. Vous voit-on vous démener contre les violences familiales, ce sujet-tabou, si tabou qu'on ne sait même pas s'il meurt 500 ou 5000 enfants du fait des sévices de leurs parents en France, chaque année. En tous les cas, il en meurt. Moins que dans les accidents de la route—mais pas mal tout de même. Au fait, est-ce que cette guerre civile—10.000 morts, 30.000 infirmes tous les ans—que les Français se livrent les uns aux autres avec leurs bagnoles vous indigne ou vous intéresse même seulement ?

Pourquoi SOS-Tout petits et autres "Trêves de Dieu" ne sont-ils pas sur *ce* champ de bataille, autrement plus meurtrier, autrement plus

grave, aux côtés des ces mères—ces *vraies* mères, pas futures pour un sou—, qui ont voulu, aimé, élevé des enfants pendant des années, pour les voir assassinés par des chauffards ? N'êtes-vous pas plutôt du côté de ceux, hélas la majorité de nos "compatriotes", qui prétendent que la limitation de vitesse et autres mesures de sécurité publique sont des "entraves à leur liberté" ? N'êtes-vous pas du côté de ceux qui réclament la liberté de tuer en toute impunité, du moment que c'est avec leurs voitures ?

Vous diffusez des films-fiction montrant les soi-disant souffrances de soi-disant foetus, mais vous ne vous intéressez pas un instant aux tortures subies par de *vrais* enfants, les enfants-martyrs, qui sont enfermés, affamés, battus, brûlés, violés, pendant des années, avant que mort s'ensuive (ou ne s'ensuive pas, et que leur vie de Cocagne continue).

Vous prétendez vous intéresser aux enfants, mais auxquels ? Ne faites-vous pas partie de cette immense coalition, qui va des extrémistes au Premier ministre, qui ne veut pas, en France, qu'on prenne enfin des mesures pour la prévention du SIDA ? N'êtes-vous pas de ceux qui empêchent la distribution gratuite des préservatifs, et même leur *vente* dans les lycées ? N'êtes-vous pas de ceux qui bloquent toute information, qui ont interdit la diffusion cet été d' un pauvre petit spot télé sur l'usage du préservatif que 10 associations et 4 ministères avaient réussi à concocter après seulement trois ans d'efforts ?

N'êtes-vous pas de ceux qui sont responsables de la propagation sans entraves de l'épidémie en France, de la mort déjà réalisée de milliers de jeunes adultes, et de la mort annoncée, prévue, *planifiée*, de milliers d'autres dans les mois et les années à venir—aussi planifiée que celle des hémophiles sciemment transfusés de sang contaminé ? N'êtes-vous pas de ceux par qui les bébés naissent déjà contaminés, déjà condamnés avant d'avoir vécu un seul jour ?

Et est-ce que la guerre vous horrifie, et le massacre des populations civiles (non que je sois pour le massacre des militaires), ça vous fait quoi ? Savez-vous, puisque les adultes ne vous intéressent pas, qu'il y a des enfants sous les balles serbes et croates en Bosnie, des enfants sous les bombes en Irak, des enfants partout où il y a la guerre, et il y a la guerre partout ou presque, grâce à vous ? Etes-vous en première ligne pour combattre la mort par famine des enfants africains ? Ou n'êtes-vous pas au contraire dans les rangs de ceux qui veulent affamer l'Afrique, et ils y réussissent, ensanglanter le Moyen-Orient, et ils y réussissent, dépecer la Yougoslavie, et ils y réussissent ? N'êtes-vous pas de ceux qui soutiennent

les Américains qui soutiennent Sihanouk qui soutient les Khmers Rouges qui posent les mines qui arrachent les jambes des enfants cambodgiens ? Et n'êtes-vous finalement pas de ceux pour qui *le nettoyage ethnique* est officiellement un cauchemar mais secrètement un rêve ?

NOUS SOMMES FATIGUEES de voir des gouvernements élus avec nos votes, essayer sans relâche de se soustraire aux Conventions Internationales qui reconnaissent le droit à la liberté de décision sur leur vie, sur leur corps, le droit à la santé, de *tous* les êtres humains, sans distinction de sexe; de les voir chercher tous les moyens, toutes les arguties, pour signifier et inscrire dans la loi que les Conventions Internationales ne s'appliquent pas à nous, que *les femmes ne sont pas des êtres humains*.

NOUS CONNAISSONS vos vrais buts: nous dénier le statut de personnes à part entière, même s'il faut pour cela inventer, comme l'a fait la Constitution irlandaise en 1983, une fiction légale, une nouvelle catégorie de "personnes", les "non-nés". Jusqu'où irez-vous, dans cette course au contrôle des femmes par l'absurde ? Pourquoi pas aussi les non-conçus ? Ou, dans les mots d'une irlandaise, les "non-morts" ?

S'agit-il encore de la réalité, de la banale réalité de l'humanité qui a eu le bonheur (ou le malheur) de *naître* effectivement, et qui est sur terre, non pas "potentiellement" ni "virtuellement" ni "philosophiquement" mais pour de bon de façon bien tangible et basement matérielle et pas toujours agréable, mais qui voudrait bien y rester quand même ?

Jusqu'où irez-vous ? Quand vous voulez faire ériger en loi que les femmes ne sont pas des citoyens comme les autres, qu'elles n'ont pas un *droit égal à la santé* ?

Jusqu'à quel niveau d'obscénité descendrez-vous ? Quand vous voulez faire ratifier par le peuple des distinctions sordides entre la mort immédiate et la mort à moyen terme, quand vous voulez faire dire par référendum que finalement *on a le droit de tuer les femmes*, du moment que ce n'est pas immédiatement visible et patent ? Oui c'est en Irlande, mais nous avons aussi nos Jésuites, Docteurs de la loi, intégristes, radicaux de droite ou de gauche, députés socialistes et autres contempteurs de la pauvre humanité, et ils sont fin prêts, jusqu'au dernier bouton de guêtre. Et ceux qui ne sont pas prêts à la bagarre active sont complices: aux jeunes crétins à particule qui voulaient, par une action-commando violente dans un hopital public, "dissuader" des femmes d'avorter, le parquet de Pau n'a reproché, cet été, qu'une "violation de domicile" ! Mais c'est quoi, pousser une

femme à l'avortement clandestin et au risque de mort ? sinon une *tentative de meurtre* ?

NOUS SOMMES EXCEDEES de vos mensonges. Nous savons que vous savez que l'interdiction légale de l'avortement ne sauverait pas un fœtus, car elle n'en a jamais sauvé. Nous savons que vous savez que quand l'avortement est illégal, on a...des avortements illégaux. Pas un avortement de moins, mais des mortes en plus. Nous savons que vous savez qu'il n'y aura pas un bébé de plus si l'avortement est interdit, car il n'y en a pas eu un de plus entre 1920 et 1975. Nous savons que vous savez qu'en 1975, avant le passage de la loi Veil, il y avait en France environ 300.000 avortements, dont approximativement 1000 femmes mouraient, chaque année. Nous savons que vous savez qu'une femme qui ne veut pas avoir un enfant risquera sa vie plutôt que de vous en laisser le contrôle.

Nous savons que vous ne voulez pas "sauver des fœtus", mais forcer des centaines de milliers de femmes à risquer leur vie, et en faire mourir quelques milliers, afin de terrifier toutes les autres. Pour qu'elles comprennent. Dans quel monde elles vivent. Qui commande. Où est leur place.

NOUS SAVONS que vous voulez nous faire reculer sur tous les fronts, et d'abord mobiliser toutes nos énergies sur le front de l'avortement, pour nous empêcher d'avancer, pour nous *immobiliser*. Vous savez que notre temps est précieux, que nous en avons besoin pour lever les autres contraintes qui pèsent sur nous, et aussi pour limiter les dégâts que vous faites partout, et d'abord, car il faut parer au plus pressé, pour essayer de vous empêcher de TUER—car vous réduisez en esclavage mais vous tuez aussi, à coup de bombes, de mines ou famines la moitié de la planète. Vous savez que nous avons besoin de nos énergies pour combattre votre MALFAISANCE généralisée, et c'est pour accaparer ces énergies que vous nous forcez à un combat défensif.

Vous nous faites perdre notre temps, d'accord, mais vous nous faites aussi perdre patience. Vous avez tort de nous pousser à bout. Bush l'a fait: il a insulté toutes les femmes américaines en humiliant Anita Hill, en nommant un harceleur doublé d'un parjure à la Cour Suprême, et en clamant son opposition au droit d'avorter. Ça ne lui a pas réussi. Vous pouvez continuer de parier sur la légendaire patience des femmes. Mais prenez bien conscience que c'est un pari, et un pari sur une légende. C'est risqué. NOUS SOMMES FATIGUEES, NOUS SOMMES EXCEDEES et nous risquons de devenir TRES ENERVEES.

Christine Delphy

Le référendum irlandais sur l'avortement

Depuis 1983, l'interdiction de l'avortement a été renforcée par un amendement—le huitième—à la Constitution. Cet amendement donne à l'embryon le statut de personne "non-née" qu'il est interdit de détruire pour quelque motif que ce soit. Il a été approuvé par référendum. Le cas de Mademoiselle "X", qui est exposé dans l'article de Ailbhe Smyth, a redonné l'offensive aux groupes féministes et démocratiques qui luttent contre cette sauvagerie, en raison du jugement de la Cour Suprême dans ce cas, jugement qui remettait en cause la Constitution irlandaise. Le gouvernement, pour contrer les effets de ce jugement, propose un nouveau référendum, dont le texte suit, et qui est combattu par l'*Alliance pour le choix*, regroupant toutes les forces féministes, laïques et démocratiques du pays.

L' ALLIANCE POUR LE CHOIX

- *L'Alliance pour le choix* regroupe un vaste éventail d'organisations féministes et de gauche :
- Le Planning Familial
- Campagne pour l'abrogation du 8ème amendement
- Syndicat des étudiants irlandais
- Coalition des femmes
- Women's Aid (refuges de femmes battues)
- Frontline (ligne téléphonique S.O.S. pour les femmes victimes de violences)
- Médecins pour l'information
- Centre de santé-femmes
- Réseau d'information des femmes